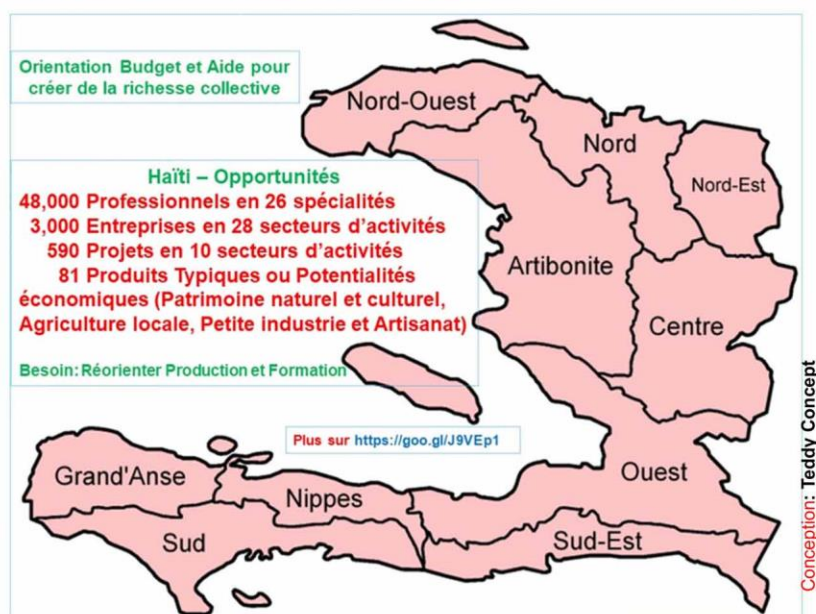
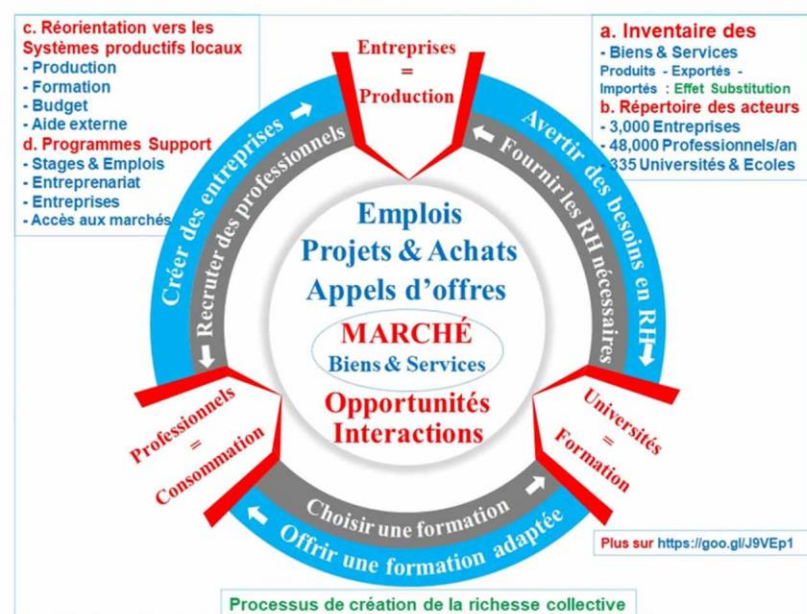
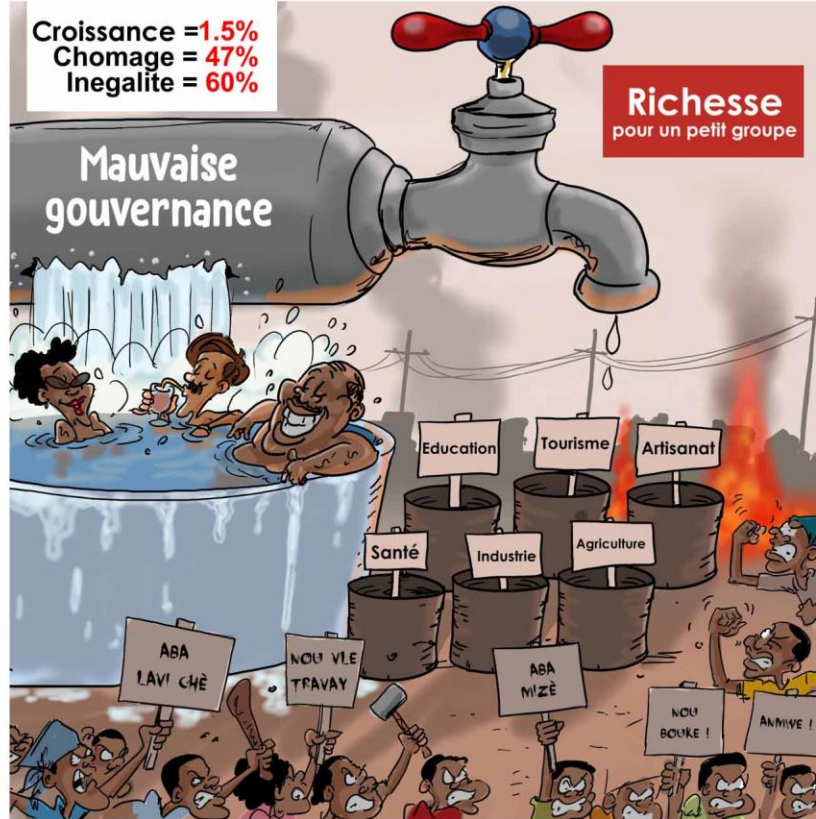
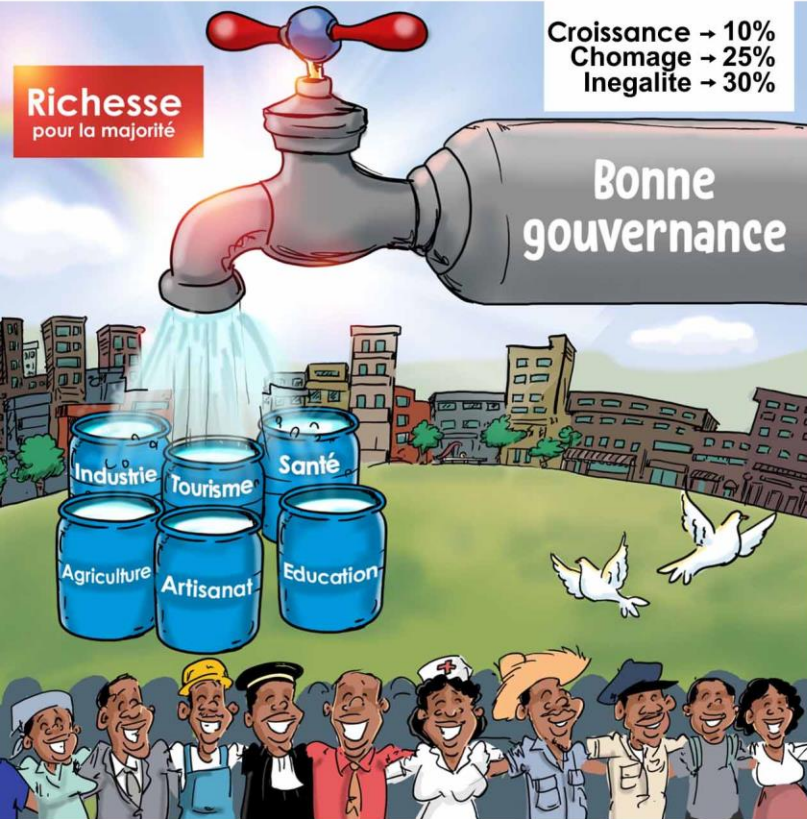


Rapport Forum



2019

Forum Opportunités



Tables des Matières

Résumé.....	3
2. Rapport.....	3
3. Mise en contexte du Forum	3
4. Introduction du Forum par le MCI et l'UEH.....	4
5. Ouverture du Forum par l'Ambassade des Etats-Unis en Haïti	4
6. Table Ronde 1 – Comment exploiter les marchés et opportunités dans l'économie ?	4
7. Table Ronde 2 – Comment avoir plus d'entreprises rentables et plus d'emplois dans l'économie avec les programmes de support et d'accompagnement ?	6
8. Table Ronde 3 – Comment aligner les programmes de formation avec les besoins du marché de l'emploi et de l'entrepreneuriat ?	8
9. Table Ronde 4 – Comment améliorer l'accès au marché de l'emploi et aider à la création d'entreprises innovantes ?	9
10. Présentation des Nations Unies sur Comment devenir fournisseurs des Nations Unies en Haïti ?	9
11. Présentation de la plateforme web JobPaw.com sur Comment connecter entreprises, universités et professionnels ?	10
12. Clôture du Forum par la Présidence d'Haïti	11
13. Divers.	11
14. Implications et Actions	11
15. Commentaires	12
Contributeurs du Forum: Partenaires – Intervenants – Exposants - Medias.....	13



Haïti – Forum des Opportunités de Croissance par l'Emploi, l'Entrepreneuriat et la Formation

Résumé : Un Forum des Opportunités, visant la réflexion et la recherche de solutions pratiques au faible emploi et à la croissance insuffisante des entreprises, s'est tenu le 27 juin 2019 au Karibe Convention Center, Juvenat. Après une mise en contexte du forum avec un schéma sur l'écosystème et l'interaction des acteurs, une introduction a été faite par le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) et l'Université d'Etat d'Haïti (UEH). Les ouvertures et clôtures officielles ont été faites respectivement par l'Ambassade des Etats Unis (USA) et la Présidence d'Haïti. Le contenu du Forum a porté, entre autres, sur les Marchés et Opportunités dans l'économie, les Programmes de support et d'accompagnement aux entreprises, l'Offre de formation incluant l'orientation professionnelle et l'accès aux stages, les Programmes de Support à l'emploi et à l'entrepreneuriat, les Opportunités Spécifiques avec les Agences des Nations Unies et la Nécessité de Connecter les entreprises, universités et professionnels, à travers une plateforme web, pour avoir des interactions et synergies permanentes et systématiques entre les acteurs, les secteurs et les filières et pour promouvoir la formation, l'emploi, l'entrepreneuriat, la production et la croissance des entreprises.

Pour faire face aux défis d'accès aux marchés, la proposition d'élaborer et de mettre en œuvre rapidement une Politique Publique de [Promotion des Micro, Petites et Moyennes Entreprises Locales](#) (similaire à [celle du Congo](#)) avec une Synergie et Harmonisation des Institutions Publiques (MCI, CFI, FDI, BRH, BNC, etc.) et des Programmes et Projets (internationaux, publics, privés) de Support aux entreprises et à l'entrepreneuriat et une saine [Gestion des Finances Publiques](#) incluant la révision des tarifs et droits de douane et [la lutte contre la contrebande le long des frontières](#), visant ensemble la croissance, la rentabilité des entreprises et la création d'emplois, a paru adéquate. Le Forum s'est aussi entendu sur la mise en place et la mise en œuvre d'une [Politique Publique de Formation](#) facilitant l'accès au stage, à l'emploi et à l'entrepreneuriat. Un budget orienté vers les [Systèmes Productifs Locaux](#) des 81 potentialités économiques des 11 départements d'Haïti (étudiées par le MCI avec le support du PNUD) avec la préparation et l'exécution d'une [Politique Alimentaire](#) de Consommation Locale créera le lien actuellement manquant entre la formation, la production et la consommation. Haïti dispose d'une manne de ressources humaines basées en Haïti et dans la diaspora qui pourraient être mieux exploitées dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques.

La plateforme <https://www.JobPaw.com> dispose des informations intégrées - sur les professionnels, les entreprises, les universités et écoles professionnelles, les salaires, les projets et les opportunités disponibles par département - pouvant servir de base à l'élaboration de telles politiques publiques. Voir <https://goo.gl/J9VEp1> et [annexes 1 et 2](#).

2. Rapport : Les participants au Forum des Opportunités incluent des représentants de l'Etat (MCI, MEF, CFI, BRH, INFP, MENFP, etc.), de l'International (BID, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Nations Unies, Union Européenne, USAID, Better Work, PNUD, ONU Femmes, CRS, Plan, EdM, ASF, CLIO, etc.), des universités et écoles professionnelles (UEH, ISTEAH, ESIH, EPJSA, Vision Nouvelle, etc.), des entreprises (Marriott, Transversal, Turbo System, Solutions, Magic Touch Pro Entertainment, Group Croissance, Group Apaid, CRESCA, Fonkoze, ID Kreativ, Karibe, Reinbold, Papyrus, etc.) des associations (SHAMARH, CCIO, CCIHC, etc.), des professionnels. Luckner Garraud (Journaliste et Présentateur, Radio Métropole) a servi comme maître de cérémonie.

Le Forum a été supporté techniquement et financièrement par des partenaires et contributeurs tels que: JobPaw, Université d'Etat d'Haïti, Nations Unies, Better Work, Ecole du Travail, Terminal of Technology, Haïti Start up Talent. Chokarella a permis de suivre le forum live sur Facebook et de revivre le forum à travers les images et vidéos disponibles sur <https://www.forumopportunité.com>. L'évènement a été couvert par des médias tels que : Chokarella, Télé Métropole, RadioTélévision Caraïbes, Télé Ginen, Radio Télé Superstar, TV Nice, Le Nouvelliste, etc. Le forum a permis l'exposition des produits et services de [l'Ambassade britannique avec les bourses d'études](#), de Créations Lumières avec les articles (vêtements, liqueurs, savons, shampoing, etc.), de [Flawie avec la vente en ligne](#), etc.

3. Mise en contexte du Forum – Après les mots d'introduction de Darline Monfort (Responsable de communication du forum), Dr. Waddle (Coordonnateur du forum) a présenté les données macroéconomiques qui montrent les défaillances du système économique actuel incapable d'apporter ni l'effet d'échelle (capacité d'expansion de la production actuelle) ni l'effet catalyseur (capacité de valeur ajoutée et partagée dérivée d'interactions entre les acteurs, les filières, les secteurs, etc.) et la nécessité d'y remédier rapidement.

En fait, la richesse créée en 2018, mesurée par le Produit Intérieur Brut (PIB), a crû de 1.5% en Haïti. Par contre, elle est insuffisante, car elle est inférieure au taux de croissance démographique de 1.6%. De plus, elle est mal répartie, car on a une inégalité élevée mesurée par l'indice de Gini de 60%. Ceci conduit à un

taux de chômage de 47% avec les 48,000 diplômés par an qui n'arrivent pas être embauchés par les 3,000 entreprises. Ceci conduit aussi à un taux de fuite de cerveaux de 78% des professionnels qualifiés se réfugiant à l'étranger à la recherche d'un mieux-être.

Il est donc indispensable de créer de la richesse collective, c'est-à-dire, produire plus de biens et de services en vue de créer plus d'emplois. Produire ou créer de la richesse implique, entre autres, déceler les opportunités associées à une demande solvable et avoir une formation (savoir, savoir-faire, savoir-être, etc.) et la technologie pour en profiter.

Pour cela, il faut que tous les acteurs concernés (entreprises, universités, professionnels, représentants de l'Etat et des organisations internationales) se réunissent, à travers un Forum des Opportunités, pour réfléchir et trouver ensemble des solutions pour créer plus d'emplois. Il faut que toutes les ressources disponibles (budget et aide externe) soient dédiées à la création de la richesse collective au bénéfice de tous.

4. Introduction du Forum par le MCI et l'UEH – Herrick Dessources, Représentant du Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) a qualifié de louable l'initiative du forum de réunir les acteurs importants autour des défis pour partager les connaissances et les expériences pour le développement des entreprises et du secteur privé. Ceci permettra d'avoir une coordination et une synergie dans les actions pour améliorer l'efficacité individuelle et collective. Il a présenté les trois objectifs du MCI dans le cadre de sa politique visant la croissance économique du pays : créer de la valeur ajoutée, favoriser la création d'entreprises et favoriser la création d'emplois.

Fritz Deshommes, Recteur de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH) a exprimé sa prise de conscience face au désespoir des jeunes qui, après 5 ans d'études, n'arrivent pas à trouver un emploi et se tournent vers des petits boulots. A travers le plan stratégique 2011-20 de l'UEH, le protocole d'entente entre l'UEH et l'Etat (2011-20) et l'accord entre l'UEH et le MCI, il s'est engagé à réajuster les formations offertes par l'UEH aux besoins du marché, à se rapprocher du secteur privé des affaires et des secteur public et international et à réaliser des études et recherches pour leur compte. Il a promis de développer au sein de l'UEH une Unité d'Insertion Professionnelle et un Centre d'Incubation d'Entreprises afin de faciliter la rencontre entre les professionnels et les entreprises désirant recruter des cadres et la création de nouvelles entreprises.

5. Ouverture du Forum par l'Ambassade des Etats-Unis en Haïti – S.E. Michèle J. Sison, Ambassadrice des Etats-Unis en Haïti, a rappelé que les Etats-Unis sont un fervent allié d'Haïti dans le cheminement vers la croissance économique et la stabilité, condition indispensable au développement des entreprises. Elle a plaidé pour une plus grande transparence et le renforcement des organes de lutte contre la corruption afin d'attirer plus d'investissements externes et domestiques en Haïti.

Elle a salué le travail de Better Work Haïti financé et soutenu par le Département du Travail des Etats-Unis pour améliorer les conditions de travail et améliorer la compétitivité des entreprises de [l'industrie textile](#) qui génère environ 50 mille emplois dans le pays.

Elle a affirmé que, durant ces dix dernières années, USAID a accompagné plus de mille micro, petites et moyennes entreprises (MPME) qui ont créé plus de 27 mille nouveaux emplois en leur donnant des formations professionnelles et des aptitudes en gestion et en leur permettant d'accéder aux services financiers (crédit, assurance).

L'Ambassadrice a mis l'accent sur le nouveau projet nommé Haïti Invest, piloté par l'USAID, qui facilite l'accès durable au capital par les PME avec un réseau de conseillers financiers locaux et internationaux pour aider les PME à élaborer des plans d'affaires viables et des techniques modernes de mobilisation de capitaux. Ce projet contribuera à créer l'environnement propice à la création d'un marché de capitaux en Haïti. Elle a parlé du lancement d'une nouvelle Académie de formation pour les femmes entrepreneures en Haïti qui sont invitées à s'inscrire sur le site internet (<https://ht.usembassy.gov/>) et les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.) de l'Ambassade.

6. Table Ronde 1 – Comment exploiter les marchés et les opportunités dans l'économie ? Elle a été modérée par Etzer Emile (Economiste, [Auteur](#), CEO Haïti Efficace) et animée par: Jean Erick Belinette et Dr.

Gérald Chery (MEF), Isaac Michel (USAID), Aniceto Rodriguez Ruiz (UE), Rafael Julia (BID), Ivy Kuperberg et Reynold Hyppolite (CRS), Claudie Marsan (Cabinet Marsan)

Jean Erick Belinette (Ministère de l'Economie et des Finances/MEF) a présenté la généralité du marché public haïtien et le niveau du PIB que cela a rapporté à l'économie haïtienne depuis 2014 surtout avec l'aide du Fonds PetroCaribe. Le MEF a expliqué les conditions et procédures à respecter pour accéder au marché public tout en soulignant le libre accès des commandes publiques à tous les fournisseurs, PME et grandes entreprises. Il a donné une liste de marchés pour le secteur public ainsi que les types de services et de biens recherchés. La masse de la commande publique comprend : Marchés de prestations intellectuelles, Marchés de travaux (routes et bâtiments), Marchés des fournitures de l'administration, Marchés de concession de service public. Les plans annuels de passation de marchés publics et les marchés publics sont publiés sur le site internet de la Commission Nationale des Marchés Publics/CNMP (cnmp.gouv.ht). Voir [Annexe 2](#).

Isaac Michel (USAID) a expliqué que l'USAID intervient en Haïti dans les activités suivantes : Inclusion financière, Développement du marché de l'immobilier, Plateforme d'Investissement, Support à la DGI, Support à l'Administration Générale des Douanes, Garanties aux institutions Financières.

Il a relaté que plus de 80% des PME se trouvent dans le secteur informel. USAID a contribué à la création de 27 mille emplois et a permis à 84 mille ménages vivant dans les milieux ruraux d'augmenter leurs revenus. USAID publie ses opportunités sur des plateformes web comme : Fedbizzop.gov, Grants.gov et utilise une stratégie concurrentielle pour sélectionner ses partenaires de mise en œuvre.

Aniceto Rodriguez Ruiz (Union Européenne/UE) a réagi sur les causes de la sous-exploitation des opportunités (achats de biens, services et travaux) offertes par les bailleurs pour des projets réalisés en Haïti, à travers la Délégation de l'Union Européenne ou le Bureau de l'Ordonnateur National. Il a affirmé que l'UE applique la transparence et l'équité dans la publication des appels d'offres ou marchés car, selon lui, tous les pays signant les accords de coopération avec l'UE reçoivent les mêmes traitements. L'UE utilise des procédures différentes suivant le montant et le type de marchés et publie des préavis et avis de marchés sur des sites internet tels que : https://eeas.europa.eu/delegations/haiti_fr, <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm>, <http://www.bonfedhaiti.gouv.ht/appe- proposition>, <https://tinyurl.com/yxtj4fxz>

Rafael Julia (Banque Interaméricaine de Développement/BID) a parlé du budget de l'Etat haïtien composé de 70% d'aide internationale et des difficultés rencontrées par la BID pour trouver des fournisseurs locaux. Il a déploré le manque de ressources et d'informations disponibles sur les entreprises haïtiennes alors que tous les pays membres de la BID ont le même accès sur ses marchés dont les plans annuels de passation sont publiés sur <https://tinyurl.com/y5pe7vw3>. Les processus de passation de marchés sont mis en œuvre par les Unités d'Exécution des projets et reçoivent la non-objection de la BID. Les opérateurs économiques sont invités à contacter ces unités pour rester informés de ces opportunités de marchés.

Ivy Kuperberg et Reynold Hyppolite (Catholic Relief Services/CRS) ont mentionné que la CRS donne beaucoup d'importance aux fournisseurs locaux formels. Ils ont donné une liste d'opportunités disponibles sur les marchés de la CRS dans des secteurs tels que : Education, Jeune, Agriculture, Santé, Gestion de risques. Pour cela, l'organisation a besoin des matériels informatiques, des fournitures scolaires, de matériels de prévention des risques en période cyclonique, etc. Les opérateurs du secteur formel sont invités à remplir un formulaire au bureau de la CRS pour devenir un fournisseur accrédité de la CRS.

Claudie Marsan (Cabinet Marsan) a présenté son cabinet qui offre des services d'expertise sur les marchés public et international y compris le droit des affaires. Il accompagne les PME et les ONG dans leur démarche visant à trouver la reconnaissance légale et des opportunités. Il permet à ses clients d'avoir accès au plan prévisionnel des passations de marchés, la présentation du mémoire des appels d'offres. Claudie Marsan a donné des références d'ouvrages sur la passation de marchés qui sont disponibles dans les librairies La Pléiade et Astérix.

Dr. Gérald Chery (MEF) a parlé de l'inexploitation de beaucoup de marchés publics. Il a plaidé pour que l'Etat accompagne les entreprises haïtiennes afin qu'elles puissent avoir les capacités nécessaires pour répondre aux appels d'offres et saisir des opportunités tout en veillant aux respects des normes écologiques existantes. Il croit que si les marchés publics étaient orientés vers la croissance, les branches d'activités suivantes pourraient être développées et soutenues par la commande publique : Equipements scolaires, Fournitures et Livres scolaires, Cuir et Chaussures, Equipements de maison, Equipements de bureau, Construction, Matériaux de construction, Produits pharmaceutiques, Agro-alimentation, Recherche et Développement de savoir-faire.

7. Table Ronde 2 – Comment avoir plus d'entreprises rentables et plus d'emplois dans l'économie avec les programmes de support et d'accompagnement ? Elle a été modérée par Stanley Figaro (Journaliste, CEO GraphCity) et animée par : Herrick Dessources (MCI), Wilgens Siguineau (CFI), Jean Armand Mondélis (BRH), Marie-Lyne Thomas (Better Work, OIT, UN), Carl Darbouze (Turbo System S.A.), Kurt Jean-Charles (Solutions S.A.), Max Larson Henry (Transversal), Lydie Marcelin Choute (SHAMARH) , Dr. Ronald Laroche (DASH, CCIO) avec la présentation du cas pratique de Marriott par Edwidge Solages (DRH, [Marriott](#)) et du cas pratique de Better Work.

Herrick Dessources (MCI) a fait un plaidoyer pour les programmes et d'activités suivants: établissement des mécanismes d'identification des filières qui offrent de meilleures opportunités; mise en place d'un véritable plan d'accompagnement; programmes de soutien et d'appui directs au développement des filières; programme accélérateur aux entreprises comme les start-up et microentreprises : appui technique, financement, production et amélioration des qualités; développement de micro-parcs industriels avec des appuis en termes d'espace, d'équipement et de contacts pour des échanges commerciaux et l'obtention du financement.

Wilgens Siguineau (Centre de Facilitation des Investissements/CFI) a défini les rôles du CFI : travailler avec les institutions qui veulent investir en Haïti pour les orienter, les aider à trouver les secteurs prometteurs; s'assurer que les investissements sont rentables et que les profits sont réinvestis pour créer de nouveaux emplois; maintenir un contact permanent avec les investisseurs étrangers pour les aider à relever leurs défis et de surmonter leurs difficultés; développer des outils et des plateformes permettant aux intéressés de trouver toutes les informations dont ils ont besoin sur les opportunités existantes en Haïti.

Il a référé aux plateformes en ligne comme : le site internet du CFI (cfihaiti.com), Haïti Open Data de +150 bases de données sur Haïti sur (opendata.investhaiti.ht/), Services de fournisseurs Haïtiens de + 600 compagnies haïtiennes fournissant des produits et/ou services (haitiserviceproviders.com), Services Numériques d'Haïti de 13 employeurs du BPO et de +1,700 candidats disponibles (haitidigitalservices.com), Catalogue des Produits Exportables de 40 exportateurs & 70 produits (exporthaiti.online/index.php/fr/).

Jean Armand Mondélis (Banque de la République d'Haïti/BRH) a expliqué que la BRH veut améliorer l'accès au crédit en vue de stimuler la croissance économique et de réduire le déficit commercial. Il a mentionné les contraintes des institutions financières les empêchant de financer des entreprises à risque. Il a soutenu que les fonds utilisés par les banques sont en grande partie constitués des dépôts à court terme effectués par des clients.

La BRH a lancé un ensemble de programmes et d'activités pour favoriser la croissance économique tels que : Programme de logement (2011) en accord avec les banques; Promotion des projets de développement immobilier (2017) en accord avec les banques; Zones franches industrielles (2015) en accord avec les banques et visant à augmenter la capacité d'accueil des investissements étrangers dans le secteur textile; Entreprises à l'exportation (2016) en accord avec FDI et SOFIHDES, Tourisme et Hôtellerie (2015), Agriculture et agro-industrie (2016 et 2018, circulaires 108 et 113) en accord avec les banques et institutions financières, les coopératives d'épargne et de crédit, les sociétés de crédit-bail, les institutions de microfinance; Promotion du crédit-bail en accord avec SOFIN S.A (Ayiti Leasing) à la disposition des jeunes qui veulent lancer leur activité. Les opérateurs économiques sont invités à appeler le Centre de Contact de la BRH au 8274 et consulter le site internet de la BRH (brh.ht) pour s'enquérir de ces programmes.

Marie-Lyne Thomas (Better Work, OIT, Nations Unies) s'est penchée spécifiquement sur [le secteur textile](#) en Haïti qui couvre 90% des exportations haïtiennes. Elle a souligné l'attractivité du secteur textile Haïti avec : Accords de Libre Echange (Hope & CBTPA), Proximité géographique avec les Etats-Unis, Produits à plus forte valeur ajoutée, Expansion de la chaîne de valeur.

Elle a mentionné que toutes les grandes marques à travers le monde s'assurent qu'un ensemble de paramètres soient respectés avant de faire affaire avec un fournisseur. Tenant compte de cela, elle a estimé que pour être rentable, l'entreprise doit remplir un ensemble de conditions : créer de bonnes conditions de travail pour les employés; valoriser les employés par des formations et par un salaire raisonnable; développer de bonnes relations avec les employés; permettre aux employés d'accéder aux soins de santé en cas de maladie. Les interventions et résultats de Better Work en Haïti peuvent être consultés sur <https://betterwork.org/where-we-work/haiti/>

Carl Darbouze (CEO, Turbo System S.A.) a expliqué que son entreprise offre, depuis 30 ans, des services d'ingénierie de système d'information tels que : Développement d'application Web et mobile, Audit des systèmes informatiques, Intégration de solutions informatiques, Conception de base de données, etc. à tous les secteurs du marché national et international. Turbo System a conçu des systèmes tels que: Gestion des Ressources Humaines et de Paie, Gestion de la comptabilité, Gestion des immobilisations, Gestion des inventaires, Gestion de la collecte et le paiement de transferts d'argent et de biens, Production de rapport de crédits, etc. Il offre également des produits de e-gouvernance tels que: Paiement en ligne des taxes, Emission et renouvellement de police d'assurance véhicule, Transfert de nom pour les voitures vendues, etc.

Ing. Darbouze estime qu'on ne peut pas avoir de rentabilité dans un environnement politique instable. Il encourage l'Etat à mettre en place une politique de protection des firmes haïtiennes contre les discriminations au profit des firmes étrangères dans les grands contrats. L'Etat devrait exiger la participation des ressources locales dans les projets de grande envergure des bailleurs afin de garantir le transfert des connaissances.

Kurt Jean-Charles (CEO, Solutions S.A.) a expliqué que son entreprise offre des services tels que : conception de logiciels sur mesure, formation continue en informatique, accompagnement et gestion de projet informatique, etc. Solutions S.A. possède une expérience avec des résultats dans les domaines suivants: Système de gestion d'assurance avec plus de 200 mille assurés et dépendants, Administration municipale via CIVITAX avec des recettes de 5M à 80M HTG en 18 mois, Traçabilité de produits Agricoles avec plus de 40 mille producteurs enregistrés, Gestion de Système National de Santé Publique avec interopérabilité de plus de 400 mille patients et 800 agents de santé.

Ing. Jean-Charles a identifié des mesures clés pour avoir plus d'entreprises rentables : avoir un avis partagé sur la vision du marché, faciliter l'accès aux investisseurs qui veulent investir en province, agir sur la culture haïtienne afin de sortir de la résignation en conscientisant les chefs d'entreprises et les employés, entraîner les employés à l'identification et la résolution de problèmes, investir dans le capital humain de façon intelligente, contribuer à la mise en place des groupes de recherche dans les universités.

Max Larson (CEO, Transversal) a affirmé que son entreprise offre des services tels que : Développement d'applications mobiles, Support aux informaticiens en quête de spécialisation en informatique, Formation certifiée en partenariat avec Microsoft et CISCO, Support aux investisseurs de la Diaspora, Formation en intelligence artificielle et Soft skills dans les centres de formation, etc. Transversal a conçu MerchantPro, une plate-forme complète de services de voucher électronique utilisée par des entreprises et des organisations en Haïti et à l'étranger.

Ing. Henry a identifié les faiblesses des ressources humaines (qualité et quantité) et des infrastructures (Electricité, Internet et Routes) comme les défis majeurs à la création et la croissance d'entreprises.

Lydie Marcelin (membre, SHAMAH) a soutenu que SHAMARH est une référence en matière d'organisation de ressources humaines. Elle forme des personnes en ressources humaines, crée des réseautages pour établir le contact entre les professionnels, organise des séminaires et des conférences à l'intention de professionnels et travaille avec des partenaires comme SOFHIDES, FIDES, etc.

SHAMARH a identifié des défis à relever comme des déséquilibres entre les ressources humaines, l'absence de cadres normatifs sur la gestion des ressources humaines sur le plan national, l'absence de valorisation et d'investissement dans le capital humain.

Dr. Laroche (DASH/CCIO) croit qu'il y aurait beaucoup plus d'emplois en Haïti si tous les acteurs dans tous les secteurs confondus respectaient les principes et les lois. Il a félicité les Organisations comme OMS et autres qui investissent dans le secteur de la santé et défendent le droit aux soins de santé pour tous les employés.

Edwidge Solages (Directrice des Ressources Humaines, Hôtel Marriott) a parlé du modèle d'orientation des employés de Marriott qui les aide à : Connaître l'environnement de l'entreprise, S'adapter aux Standards de Services Internationaux à travers les valeurs de Marriott, Traiter le client avec le modèle LEARN (Listen/ Ecouter, Empatize/ Empathie, Apologize/ Excuses, React/ Réagir, Notify/ Notifier).

Elle a aussi mentionné trois initiatives innovantes de Marriott telles que: Développement des corps de petits métiers ou spécialistes en opération (ascenseur, climatisation, machines Industrielles et piscine) pour avoir une main d'œuvre locale; Application au service à la clientèle des trois principes liés à l'art de l'hébergement (créer des liens personnels, répondre aux signaux et faire vivre une expérience inoubliable) ; Adaptation de l'Hôtel Marriott au changement du secteur hôtelier avec les nouvelles technologies d'information avec un système Guest Experience/GXP (mettre tout ce qu'il y a sur le profil pour lui donner une attention personnalisée) et d'un Meeting Service App/MSA (mettre en contact les employés par messagerie instantanée).

8. Table Ronde 3 – Comment aligner les programmes de formation avec les besoins du marché de l'emploi et de l'entrepreneuriat ? Elle a été modérée par Wendell Theodore (Journaliste et Présentateur, Radio Métropole) et animée par : Paul Antoine Bien-Aimé (UEH), William Savary (INFP), Dr. Jacques Abraham (ISTEAH), Simon Vallet (EPSJA)

Paul Antoine Bien-Aimé (Direction de la Coopération et du Partenariat, Université d'Etat d'Haïti/UEH) a identifié des facteurs de blocage : l'absence d'interactions entre les professionnels et les universités, l'absence de mécanisme capable d'observer l'évolution du marché du travail, l'absence d'indicateurs précis et facilement utilisables pour déterminer le profil du marché. Il a exprimé sa préoccupation par rapport aux diplômés des sciences humaines qui ne trouvent d'opportunités, car cette filière est plus valorisée à partir d'un diplôme de maîtrise ou de doctorat.

Il a parlé des mécanismes que l'UEH commence à mettre en place pour permettre aux étudiants de bénéficier de stages professionnels solides. L'UEH reçoit chaque année 5,000 étudiants à travers le pays. Elle compte aussi augmenter l'offre de formation de courte durée, sur 2 ans. L'UEH va réviser et améliorer les formations offertes. Elle a déjà introduit le niveau doctoral dans les filières de sciences humaines.

William Savary (Institut National de la Formation Professionnelle/INFP) a présenté l'objectif de la formation professionnelle qui doit permettre aux bénéficiaires soit de trouver un emploi ou de créer une entreprise qui va générer des emplois. L'INFP doit prendre en compte les nouveaux métiers disponibles comme la robotique et la transformation de l'énergie naturelle. Il va mettre en place des centres de formation d'excellence à travers des écoles professionnelles établies partout en Haïti. Il mettra à la disposition des jeunes de province des formations sur les métiers de la pêche, de l'agriculture et autres afin de créer un écosystème leur permettant de créer leur propre activité économique en cas d'absence d'emplois directs.

Dr. Jacques Abraham (membre de ISTEAH) a présenté l'ISTEAH (isteah.edu.ht) qui offre actuellement deux programmes d'études : un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) de 30 crédits et une maîtrise professionnelle (M.Sc.A.) de 60 crédits. Il a expliqué que le Programme DESS poursuit les objectifs tels que : mobiliser une base de connaissances étendue dans leur spécialité; réaliser des travaux professionnels fondés sur les connaissances acquises dans la spécialité; communiquer avec clarté la nature des problématiques confiées et les résultats des travaux; faire preuve de conscience citoyenne, de rigueur, de sens critique, de probité et de respect de la propriété intellectuelle. Il a déploré le manque de qualification du personnel enseignant et l'absence de matériels de travail.

Simon Vallet (Directeur, Ecole Professionnelle Saint-Joseph Artisan/EPSJA) met en évidence les objectifs de l'EPSJA tels que : faire de la formation professionnelle un levier dans le développement d'Haïti, former les jeunes à travers des méthodes basées sur la discipline, le sens de responsabilité, l'autonomie, l'éthique, la capacité d'adaptation etc.

EPSJA a une stratégie innovante dans le choix des formations offertes (électricité solaire et bâtiment, traitement d'eau et plomberie, réfrigération et climatisation, informatique réseau et dépannage etc.). Elle va vers les entreprises afin d'orienter les formations suivant leurs besoins. Résultat : le taux d'insertion des diplômés de EPSJA dans le marché du travail est de 65%, engagés en majorité par la BRANA.

9. Table Ronde 4 – Comment améliorer l'accès au marché de l'emploi et aider à la création d'entreprises innovantes ? Elle a été modérée par Robenson Geffrard (Journaliste et Présentateur, Télé Métropole) et animée par : Dr. Ernst Joseph (DVE, UEH) et Dr. Hillary Thomas Lakes (HillTop Ethics), Clifford Reginald Nau (Alpha Haïti), Faustin Caille (Ecole du Travail), Philippe Saint Cyr (Haïti Start up Talent), Hélène Mauduit (Entrepreneurs du Monde).

Dr. Ernst Joseph (Directeur, Direction de la Valeur Etudiante/DVE) et Dr. Hillary Thomas Lakes (PDG, HillTop Ethics) ont parlé de la manière de valoriser les ressources humaines. Ils ont affirmé que les jeunes sont formés, mais, ils n'ont pas d'information sur les opportunités disponibles. Les entreprises ne savent pas non plus où trouver des professionnels qualifiés. Ils ont plaidé pour la mise en place d'une stratégie pour sensibiliser les jeunes à se familiariser avec les réseaux professionnels comme LinkedIn.

Ils se sont attardés sur la théorisation des expériences pratiques de la DVE telles que : Former l'individu, même sans expérience professionnelle préalable, à bien travailler et être ouvert à la formation spécifique à son lieu de travail ; Contribuer à accroître son niveau d'intelligence émotionnelle dans l'entreprise ou le service où il est embauché ; Développer la confiance chez l'étudiant pour comprendre sa valeur ajoutée à l'entreprise. La DVE contrôlera le Centre d'Insertion Professionnelle (CIP) de l'UEH qui sera financé par l'Etat, le secteur privé et l'UEH elle-même.

Clifford Reginald (Coordonnateur, Alpha Haïti) a suggéré des mesures phare tels que : créer un écosystème, régulariser le marché de l'emploi, permettre aux entreprises de subsister et d'être compétitives, créer des réseautages pour aider les jeunes à connaître les principes qui régissent le marché et savoir comment y accéder. Il soutient que l'écosystème est constitué d'un ensemble d'intervenants qui contribuent à la croissance de l'entreprise tels que : le financement, un environnement propice, le capital humain, un marché accessible. Il croit que les secteurs public, privé et international doivent travailler ensemble pour garantir non seulement la création d'entreprises mais aussi la création d'emplois.

Hélène Mauduit (Coordonnatrice, Entrepreneurs du Monde/EdM) a souligné que EdM offre des services tels que: Microfinance sociale, Appui à la création de Très Petite Entreprise (TPE) ou Accès à un emploi durable, Accès à l'énergie. Elle aide les demandeurs d'emploi à préparer leur dossier de candidature et des documents de demande de financement pour ceux qui désirent créer une entreprise. Elle propose d'adapter la recherche par rapport au type d'emploi parce que le secteur formel génère seulement 7% d'emplois et ne publie pas tous les postes disponibles. Elle encourage les demandeurs d'emploi à chercher à connaître les entreprises. Les informations sont disponibles sur <https://www.entrepreneursdumonde.org/>.

Faustin Caille (Ecole du Travail) a expliqué que son institution s'occupe d'élaborer un projet professionnel cohérent avec les jeunes professionnels et diplômés, en adéquation avec les offres existantes et les capacités des apprenants. Elle renforce les soft skills et techniques de recherche d'emploi des jeunes diplômés et les accompagne dans leur insertion professionnelle, par un support dans la préparation de leur candidature dans la recherche d'emploi. Elle offre un soutien scolaire niveau primaire aux élèves à domicile.

Philippe St-Cyr (CEO, Haïti Start-up Talent) a informé que Haïti Start Up Talent accompagne les jeunes dans leur objectif de création d'entreprises. Il leur donne des formations sur le montage de plans d'affaires, sur les logiciels informatiques de base, sur la communication pour qu'ils soient capables de convaincre leurs interlocuteurs d'accepter et financer leur projet. Il a réagi sur le problème de financement des PME pour leur démarrage en déclarant qu'en général les institutions financières n'octroient pas de crédits aux entreprises en démarrage. Il a plaidé pour que ces entreprises identifient un marché et des clients potentiels avant de chercher des financements.

10. Présentation des Nations Unies sur Comment devenir fournisseurs des Nations Unies en Haïti ?

Cette présentation a été faite par Jean Fritz Cherestal (Vice-Président, Operations Management Team/OMT des Nations Unies) qui a mis en évidence les processus de passation de marché des Agences des Nations Unies présentes en Haïti. Il a montré à l'ensemble des Opérateurs économiques comment créer un compte (gratuit pour le niveau de base et le niveau 1, payant pour le niveau 2) sur la plateforme de United Nations

Global Market/UNGM (ungm.org). Il a aussi dévoilé les règles pour se conformer aux procédures de passation de marchés des Nations Unies et en devenir fournisseurs. D'ici 2021, l'OMT vise un processus consolidé et conjoint des passations de marchés de toutes les 18 agences des Nations Unies actives en Haïti. Le marché mondial des Nations Unies est de 18 milliards \$US tandis qu'il est de 180 millions \$US en Haïti (10% du PIB) où seulement 40 millions \$US (25%) sont captés par les fournisseurs locaux.

Après avoir esquissé la répartition des agences des Nations Unies en Haïti (Agences spécialisées, Fonds et Programmes et le Secrétariat), Jean Fritz Cherestal a brossé les produits, services et travaux achetés par les agences des Nations Unies en Haïti en suivant les 4 grands principes généraux (meilleur rapport qualité/prix, équité, intégrité et transparence, mise en concurrence effective, intérêt des organisations des Nations Unies) à travers les 4 types de sollicitation informelle (chalandage, demande de cotation) et formelle (invitation à soumissionner ou appel d'offres, appel à propositions) et des critères d'évaluation (acceptation des termes de paiement et des termes de livraison des Nations Unies, conformité aux documents techniques, documentation administrative, capacité prouvée de production et viabilité financière, conditions de garantie en cas d'avance, service après-vente approprié, contrat de référence, cout du cycle de vie, termes et conditions généraux, etc.)

Parmi les produits, on trouve : véhicules, équipements et matériels informatiques, équipements (meubles et mobiliers) de bureau, équipements électroniques, équipements médicaux et articles pharmaceutiques, équipements et accessoires de laboratoire, fournitures de bureau, groupe électrogène et machinerie, matériels et matériaux de construction, produits alimentaires, produits et fournitures agricoles, produits pétroliers, pneumatique, pièces de rechange, équipements solaires, etc.

Parmi les services, on trouve : loyer, sécurité, voyage, ingénierie, transport, transit/dédouanement, traiteur, location de salles, câblage réseau LAN, impression, traduction, consultation, télécommunication, déménagement, nettoyage, etc.

Parmi les travaux, on trouve : infrastructure, construction en génie civil, aménagement de conteneurs de bureau, construction de micro barrages, réhabilitation et construction de bâtiments, construction métallique, réhabilitation de périmètres irrigues, etc.

Il a souligné les différents portails web des différentes agences des Nations Unies en Haïti qui disposent d'informations utiles aux fournisseurs : un.org, unicef.org, bhcdh.org, oms.org, ocha.org, unido.org, unops.org, undp.org, wfp.org, minujsth.org, unwomen.org, unfpa.org, betterwork.org, etc.

11. Présentation de la plateforme web JobPaw.com sur Comment connecter entreprises, universités et professionnels ? Cette présentation a été l'œuvre de Dr. Waddle (CEO, JobPaw) qui a mis en évidence une plateforme unique qui entend établir une interaction permanente et systématique entre les trois acteurs (entreprises, universités et professionnels) pour la promotion de l'emploi, l'entrepreneuriat et la croissance des entreprises.

Dr. Waddle a insisté particulièrement sur les données disponibles sur la plateforme <https://www.JobPaw.com> relatives aux opportunités présentes dans chaque département en Haïti. Il a montré une carte géographique d'Haïti avec, par département, les informations suivantes : professionnels (quantité et spécialités), entreprises (quantité et secteurs d'activités), projets (quantité et secteurs d'activités), produits typiques, etc. Ceci ouvre la voie pour réorienter le budget et l'aide externe vers les systèmes productifs locaux avec l'interaction et la synergie entre les filières, les secteurs et les acteurs. Ce faisant, la formation sera réorientée vers la production et la consommation locales. Les entreprises, les universités et les professionnels seront automatiquement connectés. Voir <https://goo.gl/J9VEp1> et [annexe 1](#).

Il a aussi montré qu'Haïti dispose d'une manne de ressources humaines basées en Haïti (incluant les anciens boursiers de programmes financés par Cuba, France, Taiwan, Etats-Unis, etc. ainsi que ceux qui travaillent dans les ONG et organisations internationales) et celles basées dans la diaspora qui évoluent dans de grandes institutions et entreprises internationales. Toutes ces ressources auraient pu être mieux exploitées dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques.

La multi-plateforme web <https://www.JobPaw.com> sert de pont et d'écosystème et aide, entre autres, :

- Les étudiants à choisir une formation technique ou universitaire orientée vers l'emploi ou vers l'entrepreneuriat;
- Les universités et écoles techniques à offrir des formations adaptées au marché de l'emploi et pour l'entrepreneuriat (incluant des modules de formations continues pour être toujours au fait de l'évolution du marché et des nouvelles technologies);
- Les diplômés et professionnels à avoir un accès plus large au marché du travail (marché visible et marché caché) et aux opportunités de création d'entreprises et à se reconvertir, si nécessaire;
- Les entreprises à avoir plus de possibilités à décrocher des contrats et marchés et à recruter des professionnels;
- L'Etat à disposer des statistiques nécessaires à l'élaboration des Politiques Publiques adéquates (emploi, éducation, économie, commerce, industrie, alimentation, etc.) qui seront supportées, entre autres, par le Trésor Public et l'Aide Externe et reflétées dans le budget.

Vu l'importance de ces informations utiles pour l'Etat, les organisations internationales, les entreprises, les universités et les professionnels, il est de l'intérêt de tous de publier, d'accéder et de profiter des informations sur les offres d'emplois, appels d'offres, séminaires, projets, formation & recherche, bourses d'études, etc., dans une démarche d'orientation, d'intégration au marché de l'emploi, de développement de carrière professionnelle, de création et croissance des entreprises, etc. Toutes ces informations sont disponibles gratuitement sur <https://www.JobPaw.com>.

12. Clôture du Forum par la Présidence d'Haïti – S.E. Nahomme Dorvil, Directeur de Cabinet du Président de la République d'Haïti, a résumé la méconnaissance des opportunités sur les marchés national et international et le manque d'interactions entre les acteurs et secteurs comme les facteurs clés à l'origine du faible nombre d'emplois et de la croissance insuffisante des entreprises. Il a prôné un dialogue constant entre le secteur de la formation et celui de l'emploi, en soutenant que l'existence des entreprises est intimement liée à celle de la formation et vice-versa.

Il a plaidé pour la mise en place d'un programme de société, à l'instar des pays voisins (Jamaïque, République Dominicaine). Il a aussi encouragé l'adoption d'un plan de bonne gouvernance et de croissance économique. Il a fait le vœu que les travaux et réflexions du forum participent effectivement à faire croître les opportunités d'emploi, particulièrement pour les jeunes.

13. Divers – Le Forum a permis de mettre en évidence la riche culture d'Haïti qui pourrait être mieux exploitée pour améliorer l'image et la marque d'Haïti. Le public s'est délecté des trois productions de l'Orchestre [Vision Nouvelle](#) formé de jeunes artistes et élèves de différents âges de l'école éponyme. Il a aussi savouré la performance de [l'artiste BELO](#) (Jean Belony Murat) avec sa chanson «Vann dlo». Le public a pu également apprécier les défilés de mode et expositions des œuvres des stylistes de Créations Lumières, avec Joly Production et Joly Beauty qui fabriquent vêtements, liqueur, savon, shampoing, etc. Un appel a été lancé pour soutenir l'équipe de Créations Lumières qui supporte des jeunes dans les orphelinats, les hôpitaux et les prisons. La page de couverture du [Rapport du Forum](#) a été conçue par [Teddy Concept](#).

14. Implications et Actions – Le forum a présenté une esquisse des opportunités de marchés publics, privés et internationaux disponibles avec les défis techniques, financiers et légaux auxquels font face les universités, les professionnels, les entreprises installées et les entreprises entrantes. Voir [annexes 1 et 2](#)

Il serait opportun que le budget et l'aide externe soient orientés vers ces opportunités. Il conviendrait de mettre l'emploi au cœur du budget et impliquer davantage les universités et écoles professionnelles, ainsi que les associations patronales au début du processus d'élaboration du budget.

Financer et investir, en priorité, dans les [Systèmes Productifs Locaux](#) des 81 potentialités économiques des 11 départements d'Haïti (étudiées par le MCI avec le support du PNUD) est indispensable pour créer de la richesse collective, réduire le niveau de pauvreté et d'inégalité et amorcer le processus de développement.

Pour cela, d'abord, il est fondamental de décliner le [Plan Stratégique de Développement d'Haïti](#) (PSDH) en Plans Sectoriels servant de base aux Programmes et Projets du budget orienté vers l'emploi.

Ensuite, il est indispensable d'élaborer une Politique de l'emploi, une [Politique de Formation](#), une [Politique de Promotion des Micro, Petites et Moyennes Entreprises Locales](#) avec une Synergie et Harmonisation des Institutions Publiques et des Programmes et Projets (internationaux, publics, privés) de Support aux entreprises et à l'entreprenariat et une [Politique Alimentaire](#) de Consommation Locale avec une saine [Gestion des Finances Publiques](#) incluant la révision des tarifs et droits de douane et la [lutte contre la contrebande le long des frontières](#) avec un Plan d'Actions Séquentielles Chiffrées, de les financer à travers le budget et de les mettre en œuvre rapidement.

L'exemple du [Partenariat entre le MCI, la BID, l'USAID et la BRANA](#) à travers l'initiative SMASH de LEVE/RTI pour l'augmentation de la production du Sorgho (petit-mil), un des ingrédients de la boisson Malta montre qu'un partenariat public, privé et international est possible pour financer les systèmes productifs locaux. Il est souhaitable que ce type de partenariat soit étendu à d'autres secteurs et d'autres bailleurs.

Les activités comme [Saveurs Lakay](#), [Burger Week](#), [Konsome Lokal](#), etc. montrent que Haïti dispose de produits agricoles biologiques et d'une gastronomie variée très appréciée qui pourrait être davantage mise en valeur dans les restaurants, les hôtels, les services traiteurs, etc.

L'exemple de fonctionnement de [Marriott](#) aux principes standards internationaux et sa relation avec les acteurs de la filière agricole et de la filière de la pêche montrent qu'il est possible de faire du profit en Haïti tout en contribuant à la production locale et au changement de mentalité des gens. C'est un exemple innovant à répliquer dans tous les établissements hôteliers et dans les autres secteurs en Haïti.

Les résultats de Better Work Haïti loués par l'Ambassade américaine montrent que le respect des conditions de travail (condition indispensable pour faire affaire avec les grandes marques) génère une situation gagnante-gagnante pour les entreprises et les employés. Il serait intéressant de voir si des mécanismes incitatifs similaires pourraient être appliqués dans d'autres secteurs pour avoir une meilleure gouvernance politique et économique en Haïti.

La qualité des travaux et systèmes conçus par Solutions S.A, Transversal, Turbo S.A, etc. montre qu'Haïti dispose d'excellentes entreprises pilotes en TIC qui pourraient être utilisées davantage par les secteurs public, privé et international et qu'une bonne formation (comme celle offerte à la [Faculté des Sciences/FDS](#) de l'UEH, au Programme de [Maîtrise en Base de Données et Systèmes/MBDS](#) de la FDS, à l'[Ecole Supérieure d'Intronique d'Haïti/ESIH](#), à [EPSJA](#), etc.) facilite l'insertion professionnelle avec la création et la croissance d'entreprises innovantes. Cette illustration formation-production avec les facultés et écoles (FDS, MBDS, ESIH, EPSJA) est un modèle à suivre par l'[UEH](#) qui veut réajuster les formations. Ceci montre qu'une amélioration de la formation dans les autres disciplines peut conduire à des résultats similaires en TIC.

15. Commentaires – Les interventions montrent que la majorité des acteurs ont une bonne compréhension des actions à poser pour profiter des opportunités de croissance inclusive. Ce qui semble manquer, c'est un consensus sur les priorités séquentielles, les modes de mise en œuvre et les moyens de financement. Même là encore, il faudrait que toutes les institutions publiques, sous le leadership des dirigeants, travaillent et fournissent des résultats efficaces.

Les questions cruciales suivantes devraient faire l'objet de discussions et d'entente avec les acteurs :

- Comment introduire une obligation de résultats avec des mécanismes de reddition de comptes assortis de sanctions et de récompenses dans les institutions? Comment avoir une administration publique (staffée, équipée et fonctionnelle) efficace?
- Comment mettre en place une gouvernance capable d'accélérer la création de richesse collective?
- Quel système politique et économique favoriserait une telle gouvernance?
- Comment obtenir un consensus pour la mise en place et le fonctionnement d'un tel système?

Notre avenir dépend de notre compréhension et de notre réponse à ces questions au cœur du paradoxe de création insuffisante de richesse (en dépit de l'existence des opportunités) et de sa répartition inégale. Notre survie repose uniquement sur notre capacité à produire de la richesse collective au bénéfice de tous.

Le Forum des Opportunités vise l'accès et la vulgarisation des informations intégrées sur les opportunités disponibles dans l'économie avec les options d'en bénéficier. Il reste ouvert à tous les acteurs publics, privés, internationaux et associations qui veulent collaborer avec nous et utiliser ces informations au service de la société. Tous les acteurs, participants et médias sont encouragés à partager et relayer ces informations.

Les images et les vidéo (prises par Chokarella) de toutes les présentations du forum sont disponibles sur le site internet <https://www.forumopportunité.com>, lequel a été conçu par [Terminal of Technology](#) (TOT).

Le Forum des Opportunités (2019) a été rendu possible grâce au soutien des contributeurs à qui nous adressons nos remerciements et avec qui nous continuerons à collaborer lors de la prochaine édition.

Partenaires et Commanditaires



Intervenants



Exposants



Médias

